

CÔTE D'AZUR FRANCE TOURISME

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

PKF Arsilon Commissariat aux Comptes
Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres
CÔTE D'AZUR FRANCE TOURISME
Bâtiment Horizon
455 Promenade des Anglais
06200 NICE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CÔTE D'AZUR FRANCE TOURISME relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nice, le 18 juin 2025

Le commissaire aux comptes
PKF Arsilon Commissariat aux Comptes



Patrick Marchand

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
A IF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	29 113	9 608	19 505	14 138	5 367	37.96
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
B IF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	265 526	187 814	77 712	90 890	13 178	14.50
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts	52 571		52 571	58 497	5 926	10.13
	Autres	23 065		23 065	22 017	1 048	4.76
	Total I	370 275	197 421	172 853	185 542	12 688	6.84
C IF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	128 676		128 676	65 413	63 263	96.71
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	822 134		822 134	823 864	1 730	0.21
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	1 130 764		1 130 764	1 165 340	34 576	2.97
	Charges constatées d'avance (2)	175 822		175 822	208 953	33 131	15.86
	Total II	2 257 397		2 257 397	2 263 571	6 173	0.27
D Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		2 627 672	197 421	2 430 251	2 449 113	18 862	0.77

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
		31/12/2024	12	31/12/2023	12
				Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires	1 319 978	1 363 548	43 570	3.20
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau				
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	17 429	43 570	26 141	60.00
	Situation nette (sous total)	1 302 549	1 319 978	17 429	1.32
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement	44 800		44 800	
	Provisions réglementées				
	Total I	1 347 349	1 319 978	27 371	2.07
	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
PROVISIONS	Fonds dédiés				
	Total II				
PROVISIONS	Provisions pour risques	424 223	400 940	23 283	5.81
	Provisions pour charges				
	Total III	424 223	400 940	23 283	5.81
DETTES (I)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)				
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	234 037	317 097	83 060	26.19
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	355 542	321 498	34 044	10.59
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes				
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance	69 100	89 600	20 500	22.88
TOTAL GENERAL	Total IV	658 679	728 195	69 516	9.55
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 430 251	2 449 113	18 862	0.77

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
			Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens	462		462	
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service				
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	3 570 700	3 659 814	89 114	2.43
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	33 983	44 304	10 321	23.30
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	556 226	350 291	205 935	58.79
Total I	4 161 371	4 054 409	106 962	2.64
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises	364		364	
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	2 431 081	2 396 188	34 893	1.46
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	106 484	133 990	27 506	20.53
Salaires et traitements	1 123 102	1 026 938	96 164	9.36
Charges sociales	479 827	436 881	42 946	9.83
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	23 829	22 794	1 035	4.54
Dotations aux provisions	23 283	71 199	47 916	67.30
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	6 753	11 395	4 642	40.74
Total II	4 194 722	4 099 385	95 337	2.33
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	33 352	44 976	11 625	25.85

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
			Euros	%
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	15 923	1 414	14 509	NS
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total III	15 923	1 414	14 509	NS
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées		7	7	100.00
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total IV		7	7	100.00
2. Résultat financier (III-IV)	15 923	1 406	14 517	NS
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	17 429	43 570	26 141	60.00
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Total V				
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Total VI				
4. Résultat exceptionnel (V-VI)				
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I+III+V)	4 177 293	4 055 822	121 471	2.99
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	4 194 722	4 099 392	95 330	2.33
5. EXCEDENT OU DEFICIT	17 429	43 570	26 141	60.00

ANNEXE**SOMMAIRE**

Faits caractéristiques de l'exercice	X
- REGLES ET METHODES COMPTABLES	
Principes et conventions générales	X
Permanence ou changement de méthodes	X
Informations générales complémentaires	X
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN	
Etat des immobilisations	X
Etat des amortissements	X
Tableau de variation des fonds propres	X
Etat des provisions	X
Etat des échéances des créances et des dettes	X
Autres immobilisations incorporelles	X
Evaluation des immobilisations corporelles	X
Evaluation des amortissements	X
Créances immobilisées	X
Evaluation des créances et des dettes	X
Dépréciation des créances	X
Disponibilités en Euros	X
Produits à recevoir	X
Charges à payer	X
Charges et produits constatés d'avance	X
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT	
Rémunération des dirigeants	X
Ventilation de l'effectif moyen	X
- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	
Engagement en matière de pensions et retraites	X

NA = Non Applicable NS = Non significative

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 2 430 250.87 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 4 161 370.51 Euros et dégageant un déficit de 17 428.88- Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Suite au retrait unilatéral de la Région Sud Provence Alpes Cote d'Azur par délibération du Conseil Régional du 23 juillet 2021, et à la décision du 18 avril 2024 par laquelle le Tribunal Administratif de Marseille a rejeté notre requête, notre association a procédé à une refonte de ses statuts lors de l'assemblée générale extraordinaire du 21 juin 2024.

La nouvelle dénomination de notre association est Côte d'Azur France Tourisme.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -**Principes et conventions générales**

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

- Notre association a pour objet social de préparer et mettre en oeuvre la stratégie de développement et de marketing de la destination Côte d'Azur sur le territoire national et international définie dans le cadre de la politique touristique du Département des Alpes Maritimes.

Elle est co-construite via des comités de pilotage associant notamment la section tourisme du Département, tous les offices de tourisme du territoire, les syndicats mixtes, la CCI Nice Côte d'Azur, les Umih, l'aéroport Nice Côte d'Azur et Linkeus.

L'association dispose, pour déployer son plan d'actions, de ressources provenant essentiellement du Conseil Départemental des Alpes Maritimes mais également des communes, des offices de tourisme, et de partenaires publics et privés qui permettent de financer toutes les actions engagées dans le cadre de l'objet social.

- Le Conseil Départemental nous a attribué une subvention de fonctionnement de 3 400 000 € pour l'année 2024.

- Le projet SMART DEAL pour lequel le Conseil Départemental nous a accordé une subvention de 89 6000 € en 2023 a été décalé sur l'année 2025. L'association a perçu en 2023 un acompte de 50% qui a été constaté en subvention d'investissement. Le solde restant à recevoir de 44 800 € est comptabilisé en produits constatés d'avance.

- Le projet JARDIVAL pour lequel le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) nous a accordé une subvention INTERREG de 179 500 € en 2023 est toujours en cours.

Par prudence, seul un montant de 89 066 € a été constaté en subvention d'exploitation au titre de l'exercice 2023. Ce montant n'a pas encore été encaissé à ce jour et figure en conséquence en subvention à recevoir.

- La procédure d'assignation de notre association par le CRT Sud PACA devant le tribunal judiciaire de Marseille pour contrefaçon de marque est toujours pendante (depuis novembre 2022).

Toutefois, la demande initiale du CRT Sud PACA d'une indemnisation à hauteur de 415 078 € a été revue et porte dorénavant uniquement sur l'euro symbolique, outre l'article 700 du code de procédure civile.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	50 491		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	2 754		
Installations générales agencements aménagements divers	104 117		6 444
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	135 279		8 690
TOTAL	242 149		15 134
Prêts, autres immobilisations financières	90 139		952
TOTAL	90 139		952
TOTAL GENERAL	382 779		16 086

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles		29 154	21 337	21 337
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			2 754	2 754
Installations générales agencements aménagements divers			110 561	110 561
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			143 969	143 969
TOTAL			257 283	257 283
Prêts, autres immobilisations financières		10 577	80 514	80 514
TOTAL		10 577	80 514	80 514
TOTAL GENERAL		39 731	359 134	359 134

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL	34 032	2 321	29 154	7 199
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		1 286	678		1 965
Installations générales agencements aménagements divers		31 011	10 535		41 546
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		113 622	9 260		122 882
TOTAL		145 920	20 474		166 393
TOTAL GENERAL		179 952	22 795	29 154	173 592
Ventilation des dotations de l'exercice		Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires Dotations Reprises
Autres immob.incorporelles	TOTAL	2 321			
Instal.techniques matériel outillage indus.		678			
Instal.générales agenc.aménag.divers		10 535			
Matériel de bureau informatique mobilier		9 260			
TOTAL		20 474			
TOTAL GENERAL		22 795			

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Tableau de variation des fonds propres
ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	1 363 548	43 570-		0	1 319 978
Excédent ou déficit de l'exercice	43 570-	43 570		17 429	17 429-
Situation nette	1 319 978		0	17 429	1 302 549
Subventions d'investissement			44 800		44 800
TOTAL I	1 319 978		44 800	17 429	1 347 349

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Autres provisions pour risques et charges	400 940	23 283			424 223
TOTAL	400 940	23 283			424 223
TOTAL GENERAL	400 940	23 283			424 223
Dont dotations et reprises d'exploitation		23 283			

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Prêts	52 571	5 908	46 663
Autres immobilisations financières	23 065	0	23 065
Autres créances clients	128 676	128 676	
Personnel et comptes rattachés	900	900	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	401	401	
Divers état et autres collectivités publiques	813 866	813 866	
Débiteurs divers	6 968	6 968	
arges constatées d'avance	175 822	175 822	
TOTAL	1 202 269	1 132 541	69 728
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	5 926		

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	234 037	234 037		
Personnel et comptes rattachés	131 937	131 937		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	194 789	194 789		
Autres impôts taxes et assimilés	28 816	28 816		
Produits constatés d'avance	69 100	69 100		
TOTAL	658 679	658 679		

Autres immobilisations incorporelles

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition.

	Valeurs	Taux d'amortissement
Logo, marques	11 906	
Logiciels	17 207	33.33

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Agencements et aménagements	Linéaire	10 ans
Matériel et outillage	Linéaire	3 à 7 ans
Matériel de bureau	Linéaire	2 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	7 à 10 ans

Créances immobilisées

Les prêts, dépôts et autres créances ont été évalués à leur valeur nominale.
Les créances immobilisées ont le cas échéant été dépréciées par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	817 192
Total	817 192

Détail :

- solde subvention fonctionnement Conseil Départemental 2024 : 680 000 €
- solde subvention Conseil Départemental projet SMART DEAL : 44 800 €
- solde subvention FEDER INTERREG : 89 066 €
- autres créances : 3 326 €

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	132 885
Dettes fiscales et sociales	212 514
Total	345 399

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	175 822
Total	175 822
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	69 100
Total	69 100

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -**Rémunération des dirigeants**

Montant des rémunérations ainsi que des avantages en nature des trois plus hauts cadres salariés (au sens de l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006) :

Cette information ne peut être mentionnée car elle reviendrait à communiquer une rémunération individuelle.

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	11
Agents de maîtrise et techniciens	10
Total	21

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -**Engagement en matière de pensions et retraites**

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
Ensemble du personnel (charges sociales comprises)		414 223
Engagement total		414 223

Hypothèses de calculs retenues

- Départ volontaire à la retraite à l'âge de 65 ans
- Table de mortalité 2010-2012
- Pas de turn over
- Indemnité égale à 25% du salaire brut par année d'ancienneté (+ charges sociales)
- Taux d'actualisation de 3,50% (3,30% en 2023)

CÔTE D'AZUR FRANCE TOURISME

Rapport spécial du commissaire aux comptes
sur les conventions réglementées

Réunion des membres de l'Association relative à
l'approbation des comptes de l'exercice clos le
31 décembre 2024

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Réunion des membres de l'Association relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres
CÔTE D'AZUR FRANCE TOURISME
Bâtiment Horizon
455 Promenade des Anglais
06200 NICE

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DES MEMBRES

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation des membres en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

CONVENTIONS DÉJÀ APPROUVÉES PAR LES MEMBRES

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par les membres dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à Nice, le 18 juin 2025

Le commissaire aux comptes
PKF Arsilon Commissariat aux Comptes



Patrick Marchand



PKF Arsilon | Nice
Immeuble Palazzo
31 avenue Simone Veil – CS 71066
06204 Nice cedex 3
04 93 37 20 20
www.pkf-arsilon.com

PKF Arsilon Commissariat aux Comptes – Société de Commissariat aux Comptes membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris – SAS au capital de 7 905 826 €. Siège social : 3, rue d'Iéropolis – 75017 PARIS. RCS PARIS 811 599 406. TVA n° FR 66 811 599 406. SIRET 811 599 406 00410. Code APE 6920Z. PKF Arsilon Commissariat aux Comptes est membre de PKF Global, le réseau des entités membres de PKF International Limited, dont chaque membre est une entité juridique distincte et indépendante vis-à-vis de laquelle aucune responsabilité ne saurait être recherchée pour une quelconque action ou inaction d'une autre entité membre ou société correspondante.